

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 16/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FRANCE PLASTIQUES RECYCLAGE

Port Autonome de Limay
78520 Limay

Code AIOT : 0006512767

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2026 dans l'établissement FRANCE PLASTIQUES RECYCLAGE implanté 465 route des Près de la Mer Zone portuaire 78520 Limay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCE PLASTIQUES RECYCLAGE
- 465 route des Près de la Mer Zone portuaire 78520 Limay
- Code AIOT : 0006512767
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

France Plastique Recyclage exerce une activité industrielle permettant le recyclage de plastique type PET sous forme de granulats d'extrusion. Ces granulats sont ensuite utilisés par d'autres

sociétés afin de produire de nouveaux contenants en plastique.

De ce fait, les activités de la société FPR sont encadrées par les rubriques de la nomenclature ICPE propres au tri, transit, regroupement de déchets non dangereux (2714), traitement de déchets non dangereux (2791), régénération et extrusion de polymères (2660 et 2661) et fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique par polycondensation de matières plastiques (3410).

Thèmes de l'inspection : Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 - III.	Demande d'action corrective	15 jours
2	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5 - I. & II.	Demande d'action corrective	6 mois
3	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 - I.	Demande d'action corrective	2 mois
4	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 - I.	Demande d'action corrective	2 mois
5	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Demande d'action corrective	3 jours 2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un parc d'une vingtaine d'équipements sous pression (ESP) relativement récents, les ESP les plus anciens datant de 2015.

Si les équipements semblent bien entretenus, l'incomplétude des dossiers d'exploitation contrôlés par sondage et les retards dans l'exécution des requalifications périodiques témoignent d'un défaut de suivi en service au sein de l'établissement qui pourrait se résoudre en faisant bénéficier le chargé d'exploitation des ESP d'une formation et avec la mise en place en 2026 d'une GMAO qui pourra alerter les équipes des échéances périodiques à venir.

L'exploitant doit s'attacher à faire réaliser les inspections et requalifications périodiques selon le rythme prescrit, il n'est à ce stade pas proposé de mettre en demeure l'exploitant de faire réaliser les contrôles requis car il a déclaré vouloir retrouver une situation conforme au plus vite en procédant à un arrêt de ses lignes de production fin mars. Toutefois, l'exploitant doit dans l'attente de cette régularisation prendre des mesures strictes de limitation de la fréquentation du local où sont exploités les équipements. L'exploitant doit communiquer au plus vite à l'Inspection des installations classées la nature desdites mesures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 - III.
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des équipements sous pression
Prescription contrôlée : [...] III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant fournit la liste des équipements sous pression (ESP) exploités au sein de l'établissement. La liste contient l'ensemble des entrées requises par la réglementation mais les champs concernant la « Date de dernière requalification » ne sont pas remplis. Lors de la visite des équipements sur le terrain, l'équipe d'inspection constate la présence de deux récipients de fabrication VAREM numérotés B29049313 et B29049312 (2 vases d'expansion situés dans le local nommé « Hall 1 ») dont les caractéristiques les classent parmi les ESP, alors qu'ils ne figurent pas sur la liste des ESP du site. Non-conformité n° 20260302-NC-1 : L'équipe d'inspection constate l'incomplétude de la liste des ESP de l'établissement. L'exploitant doit sous 15 jours transmettre une liste mise à jour faisant apparaître les informations manquantes (dates de dernière requalification), ainsi que les équipements VAREM. Dans l'hypothèse où les équipements VAREM n'auraient pas à figurer dans ladite liste, l'exploitant doit sous le même délai en fournir la justification.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5 - I. & II.
Thème(s) : Risques accidentels, Personnel
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches. Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger. Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction. II. - L'exploitant fournit les moyens humains et matériels nécessaires aux opérations de contrôle.

Constats :

L'exploitant déclare sous-traiter la maintenance et la surveillance de ses équipements sous pression (ESP) à la société 2D PNEUMATIC laquelle tient à disposition de l'exploitant les attestations d'habilitation du personnel qu'elle fait intervenir. Par ailleurs, bien que l'exploitant ait désigné un collaborateur chargé d'assurer le suivi en service et l'encadrement de l'activité de surveillance et de maintenance sous-traitée, il reconnaît ne pas avoir fait bénéficier ce collaborateur d'une formation lui permettant de disposer du niveau d'information requis pour assurer cette mission. L'exploitant déclare ne pas avoir davantage procédé à une reconnaissance formelle de l'aptitude de ce collaborateur à la conduite de cette mission, alors que le site compte des ESP répondant aux critères de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Non-conformité n° 20260302-NC-2 : Le personnel chargé de l'exploitation et de la maintenance des ESP du site n'est ni informé pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger, ni formellement reconnu apte à assurer la charge de la conduite de leur exploitation, alors que certains ESP répondent aux caractéristiques de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

L'exploitant doit sous 6 mois faire délivrer au personnel chargé de l'exploitation des ESP de l'établissement une formation lui permettant d'assumer cette charge puis reconnaître formellement son aptitude à remplir cette fonction, cette reconnaissance doit établir cette reconnaissance formelle pour une durée limitée qu'il doit fixer.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 - I.

Thème(s) : Risques accidentels, Dossier d'exploitation - Récipient n° 534804

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.

Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :
- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux

contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;

- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;
- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;
- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;

Constats :

L'équipe d'inspection procède à un contrôle par échantillonnage des équipements sous pression (ESP) du site en sélectionnant dans la liste des ESP le récipient de fabrication PAUCHARD n° 534804, datant de 2015, présentant un volume de 5 000 litres et une PS de 11 bars.

Le dossier d'exploitation de l'équipement est incomplet, les éléments suivants n'ayant pas pu être présentés à l'équipe d'inspection :

- registre de l'équipement ;
- rapport de contrôle de mise en service ;
- rapport de requalification périodique de l'équipement qui aurait dû intervenir en 2025.

L'exploitant explique qu'une GMAO, actuellement en construction et dont l'échéance de mise en place interviendra en 2026, permettra de disposer d'un tel document. L'équipe d'inspection estime qu'à ce stade de vie de l'équipement, le registre reste facile à établir, ce qui permet d'attendre cette échéance de mise en place de la GMAO proposée par l'exploitant pour établir le registre.

Les éléments relevés sur le terrain ne contredisent pas les éléments du dossier d'exploitation.

Non-conformité n° 20260302-NC-3 : Le dossier d'exploitation de l'ESP de fabrication PAUCHARD n° 534804 est incomplet : le registre de l'équipement et le rapport de requalification périodique justifiant d'une exploitation de l'équipement dans le respect du suivi en service auquel ce dernier est soumis sont manquants.

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées sous 2 mois le rapport de requalification périodique et, au plus tard avant le 31/12/2026, le registre de l'équipement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 - I.

Thème(s) : Risques accidentels, Dossier d'exploitation - Récipient n° 13901

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.

Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :
- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;
- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;
- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;

Constats :

L'équipe d'inspection procède à un contrôle par échantillonnage des équipements sous pression (ESP) du site en sélectionnant dans la liste des ESP le récipient de fabrication AIRCOM n° 13901, datant de 2015, présentant un volume de 272 litres et une PS de 16 bars.

Le dossier d'exploitation de l'équipement est incomplet, les documents suivants n'ayant pas pu être présentés à l'équipe d'inspection :

- attestation de réglage de l'accessoire de sécurité ;
- rapport d'inspection périodique (IP) qui aurait dû intervenir en 2020 entre celles qui ont été conduites en 2016 et en 2024 ;
- rapport de requalification périodique qui aurait dû intervenir en 2025
- registre de l'équipement.

L'exploitant explique que l'IP de 2020 n'a probablement pas été réalisée du fait des difficultés à trouver un intervenant en période de confinement. La régularité des autres IP conduites sur les 2 équipements contrôlés par sondage semble témoigner de la bonne foi de l'exploitant.

Concernant le registre, l'exploitant explique qu'une GMAO est en construction, que son échéance de mise en place interviendra en 2026 et qu'elle permettra de disposer d'un registre pour l'équipement. L'équipe d'inspection estime qu'à ce stade de vie de l'équipement, le registre reste facile à établir, ce qui permet d'attendre cette échéance de mise en place de la GMAO proposée par l'exploitant pour établir le registre.

La disposition de l'équipement, monté au sein d'un groupe électrogène, n'a pas permis de relever toutes les informations voulues. Notamment, la soupape et la plaque d'identification de l'équipement n'étaient pas accessibles. L'exploitant a pu néanmoins montrer à l'équipe d'inspection une photo de la plaque d'identification qui correspondait à l'identité de l'équipement.

<p>Non-conformité n° 20231215-NC-4 : Le dossier d'exploitation de l'ESP de fabrication AIRCOM n° 13901 est incomplet : le document attestant de la conformité et du réglage de son accessoire de sécurité, ainsi que les rapports de l'inspection périodique qui aurait dû être conduite en 2020 et de requalification périodique qui aurait dû être conduite en 2025 justifiant d'une exploitation de l'équipement dans le respect du suivi en service auquel ce dernier est soumis sont manquants. L'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées <u>sous 2 mois</u> le rapport de requalification périodique et l'attestation de conformité et de réglage de l'accessoire de sécurité et, au plus tard avant le 31/12/2026, le registre de l'équipement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Requalification périodique - Récipients n° 534804 et n° 13901
<p>Prescription contrôlée : [...]. IV. - Il est interdit : - d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; [...]</p>
<p>Constats : Non-conformité n° 20260302-NC-5 : Les équipements de fabrication PAUCHARD et AIRCOM portant respectivement les numéros 534804 et 13901 sont en exploitation, alors que leur date limite de requalification périodique (RP) est dépassée. L'exploitant doit régulariser sous 2 mois la situation de ces équipements soit en procédant à sa RP soit en le mettant hors service. Si l'exploitant opte pour la régularisation par RP, il doit transmettre sous 15 jours un bon de commande précisant la date de réalisation de cette RP. Quelle que soit l'option, l'exploitant doit sous 3 jours prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter au maximum les accès au local dans lequel les deux équipements sont exploités (pancartage, séance d'information, restriction des autorisations d'accès, etc.) et communiquer sous 3 jours à l'Inspection des installations classée la nature de ces mesures.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 jours, 2 mois